

ENTRETIEN AVEC HALIM BENATALLAH

Les responsables doivent changer de disques durs

C'est avec le sourire que le ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères chargé de la communauté algérienne à l'étranger, Halim Benatallah, a accueilli les nombreuses familles ayant débarqué du car-ferry Tariq Ibn Ziyad, jeudi dernier au port de Béjaïa. Accompagné du wali de Béjaïa, Ahmed Hamou Touhami, le ministre s'est longuement entretenu avec les responsables des différentes structures chargées de l'accueil des émigrés de retour au pays pour des vacances. Il a, par ailleurs tenu à superviser en personne de bout en bout l'opération, notifiant aux responsables concernés, les dernières décisions, prises pour faciliter la tâche à la communauté établie à l'étranger durant son séjour estival au pays. Sollicité par le Soir d'Algérie, le ministre délégué s'est ensuite prêté volontiers au jeu des questions-réponses. Il détaille les recommandations prises par le gouvernement en faveur des vacanciers établis à l'étranger, notamment en France.

Le Soir d'Algérie : Après Alger et Skikda, vous supervisez aujourd'hui, au niveau du port de Béjaïa, l'arrivée pour les vacances d'été de nos ressortissants établis à l'étranger. Aurons-nous la même qualité de l'accueil et la stricte application des recommandations que vous avez émises tout récemment pour la facilitation du débarquement durant toute la saison estivale ?

Halim Bentallah : Oui, j'insiste à ce qu'elles le restent du 15 juin au 15 septembre. Toutes les directions concernées ont reçu ces recommandations, décidées au

plus haut niveau de l'Etat, afin de faciliter le débarquement des familles émigrées de retour pour des vacances au pays. Vous pouvez le vérifier par vous-même, au demeurant. Revenez demain et vous observerez, j'en suis convaincu, le même traitement. Si vous constatez le contraire, je suis à votre disposition, appelez-moi, j'en serai ravi ! Ce n'est pas parce que je suis là que ces agents douaniers ou autres agissent de la sorte. Ils ont reçu des instructions, ils les appliquent en révisant les procédures. Ils sont convaincus de ce qu'il faut faire. Il était temps de changer de méthode.

Qu'est-ce qui vous a inspiré toutes ces recommandations ?

Ce n'est pas une décision unilatérale. Nous avons décidé de cela en commun accord avec la DGSN, la direction générale des Douanes, les responsables des infrastructures aéroportuaires, lors des réunions que nous avons organisé justement pour trouver le mécanisme idoine qui permette de faciliter la fluidité de passage au niveau des ports de notre communauté établie à l'étranger. Ceci quelles que soient les conditions, notamment en pleine saison estivale.

Les responsables concernés se doivent de respecter ces décisions. Je suis ici pour superviser de plus près ces opérations et tout le monde s'accorde à dire que c'est une démarche importante. Le temps de 3 heures imparti pour le traitement du débarquement d'un car-ferry peut être atteint partout.

A Skikda, par exemple, tous les passagers ont été traités en 2h40 et à Alger cela n'a nécessité que 2h30. vous voyez, quand on veut, on peut !

La crainte, Monsieur le Ministre, est que les anciennes pratiques refassent surface. D'autant que nous avons assisté



Halim Benatallah.

à des scènes désolantes, notamment en matière de traitement des bagages ?

On est aujourd'hui en train de tirer les enseignements de ces dernières années et nous sommes en train de corriger les erreurs point par point. Vous avez constaté que l'ensemble des passagers a quitté le port en moins de 3 heures. Les anciennes pratiques doivent disparaître, et les responsables doivent changer leurs disques durs. Il est

impératif d'ailleurs qu'ils le fassent au plus vite. Je suis aussi satisfait du comportement et du profil de nos émigrés qui ont nettement changé. Ils viennent en vacances tout bonnement.

Vous avez certainement remarqué la vétusté de la gare maritime de Béjaïa. Prévoyez-vous d'y remédier, surtout que des milliers de passagers y transitent ?

Quels que soient le cas de figure et la configuration des lieux, il faut s'adapter. Tous les abris et tous les guichets qui sont installés à l'extérieur n'existaient pas, il y a deux ans. La fluidité ne se faisait pas de cette manière.

Le débarquement du bateau aujourd'hui s'est réalisé en 30 minutes, chose qui ne s'est jamais faite auparavant. J'ai insisté aussi sur la climatisation du hall central qui est fonctionnelle, comme vous avez pu le constater.

Tout le monde est gagnant dans l'affaire et je pense qu'à l'avenir, le port de Béjaïa veillera sur la nécessité d'installer une gare digne de ce nom.

Propos recueillis par Kamel Gaci

UNIVERSITÉ D'ALGER III

Les enseignants «moudjahidine» honorés

Coïncidant avec la célébration du cinquantenaire de l'indépendance du pays, la cérémonie de fin d'année 2011-2012 était l'occasion pour l'Université Alger III de rendre hommage à ses enseignants de la génération ayant combattu le colonialisme français.

Cinq enseignants moudjahidine ont été ainsi honorés, à savoir Djari Mohamed-Seghir et Abderrahmane Aggoune de la Faculté des sciences économiques et Ammar Bouhouche, Abdallah Bedaïda et Asaad Ouadi, des droits et sciences politiques. Dans son allocution d'ouverture, le recteur de l'université, M. Rabah Cheriet, a surtout souligné les efforts consentis par l'Algérie indépendante pour assurer à ses jeunes une formation supérieure de qualité. L'Université d'Alger, la seule université algérienne à l'indépendance en 1962 et qui ne comptait que 2 750 étudiants pour 298 enseignants, a vu cette année la sortie de 10 700 licenciés, 701 titulaires de master et la soutenance de 90 thèses de doctorat. Et ce, pour la seule Université Alger III. Cette dernière s'apprête pour recevoir 4 000 bacheliers en prévision de l'année universitaire prochaine. Usant toujours du langage des chiffres, M. Cheriet a rappelé que l'Algérie dispose, 50 ans après son indépendance, de 95 établissements universitaires assurant la formation pour 1,2 million d'étudiants ainsi que 15 instances dédiées à la recherche scientifique (centres, unités et agences) en plus de centaines de laboratoires et des milliers d'équipes de recherche.

L. H.

MUTUELLES AGRICOLES

Benaïssa demande leur réactivation

Les présidents des chambres d'agriculture doivent œuvrer à réactiver les mutuelles et les coopératives agricoles, a déclaré, ce jeudi, Rachid Benaïssa, ministre de l'Agriculture et du Développement rural.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) -S'adressant aux présidents des chambres nationales d'agriculture, Rachid Benaïssa a demandé à ce que les coopératives agricoles soient recréées et réhabilitées.

Le ministre a aussi appelé à la construction de relations de mutualisation autour de ces mêmes coopératives. «C'est à vous de faire la coordination pour la réalisation de ces activités», a instruit le ministre, s'adressant aux responsables des chambres réunis ce jeudi. «J'ai confiance en vous et vous devez faire confiance aux agriculteurs. Il s'agit de développer la production et d'œuvrer en direction du développement

durable», a précisé le ministre aux présents.

Rachid Benaïssa a réuni les premiers responsables des chambres d'agriculture à la salle Ali-Maâchi, à la Safex, une année après leur installation, leur précisant qu'ils ont une fonction d'ambassadeur auprès des agriculteurs. Plus de 350 professionnels se sont réunis en vue d'évaluer les activités des chambres d'agriculture depuis l'installation de leurs conseils d'administration intervenue au cours de l'année 2011. L'ensemble des agriculteurs et éleveurs ont participé au processus électif, selon le ministère de l'Agriculture. Depuis, les associations d'agriculteurs activant dans les différentes

filières agricoles et d'élevage ont été renouvelées et dynamisées.

Les présents expliqueront, par ailleurs, que chaque membre élu du conseil d'administration est investi de la tâche d'animer une commission de travail. De ce fait, sept commissions ont été mises en place au niveau des chambres d'agriculture, expliquent les intervenants. Les thèmes retenus concernent l'animation et l'élargissement de la base professionnelle, la formation, la vulgarisation et la communication ainsi que les investissements agricoles.

Les commissions œuvreront aussi au renforcement des services et organismes d'entraide, des femmes rurales et des jeunes agriculteurs, les concours agricoles ainsi que sur les produits du terroir et les labels.

Les rôles des chambres agricoles doivent nécessairement évoluer en fonction de la mise en œuvre de la Politique du renouveau agricole et rural (Prar), dira le ministre, notant que les chambres ont un rôle important à jouer pour ce qui est de la formation de la vulgarisation, de l'appui aux mesures de régulation ou de la promotion de l'appui qu'elles doivent apporter aux jeunes dans le cadre de la création de nouvelles exploitations agricoles et d'élevage.

Lors de la rencontre, les intervenants, s'adressant au premier responsable du secteur, ont exposé les difficultés rencontrées sur le terrain, notamment pour ce qui est des exploitations agricoles et des activités nouvellement créées.

F.-Z. B.

MISE À NIVEAU DES PME

108 décisions remises à leurs bénéficiaires

La salle de délibérations de l'Assemblée populaire de wilaya de Annaba a vécu ce jeudi un événement économique d'importance.

L'Agence nationale de développement de la petite et moyenne entreprises (ANDPME) a organisé une cérémonie de distribution de 108 décisions d'aide aux patrons des PME des wilayas d'Annaba, Constantine, Skikda, Guelma, Oum El Bouaghi, El Tarf, Tébessa, Souk-Ahras et Khenchela. Il s'agit de la première cérémonie d'octroi d'avantages du programme national de mise à niveau à l'est du pays, selon les organisateurs. La cérémonie d'ouverture a été présidée par le secrétaire général de la wilaya d'Annaba en présence

de Rachid Moussaoui, directeur général de l'ANDPME. Celui-ci, qui a fait le déplacement d'Alger pour superviser cette opération, a souligné : «Cette cérémonie n'est pas symbolique mais une opération concrète puisque ces décisions sont signées par le ministre de tutelle.» Il fera savoir que tout un plan de mise à niveau des PME est exécuté actuellement par sa direction.

Ce plan consiste en l'octroi d'une aide matérielle et immatérielle à chaque gérant d'entreprise dont le collectif est situé entre 1 et 250 salariés et un chiffre d'affaires de moins de 20 millions de dinars. L'investissement est supporté à hauteur de 80% par l'Etat, et le reste, soit 20%, par le gérant de la PME. Cependant, et au cas où le gérant ne dispose pas de fonds propres,

l'ANDPME lui accorde un avantage supplémentaire sous forme d'accompagnement pour aller vers la banque afin d'obtenir un crédit à taux bonifié.

Dans son côté immatériel, il y a aussi la prise en charge de la formation des effectifs et la mise en place des logistiques. L'aide matérielle, quant à elle, consiste en l'octroi d'équipements de production au profit des entreprises qui activent dans les secteurs du BTPH, industrie, hôtellerie, tourisme, transport, les TIC, l'agroalimentaire, la pêche, notamment..

En ce qui concerne l'aide de l'ANDPME, elle cible principalement les bénéficiaires des dispositifs du soutien à la création de PME telles l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej), la Caisse natio-

nale d'allocation chômage (Cnac) et de l'Agence de gestion du microcrédit (Angem). Au jour d'aujourd'hui, l'ANDPME a pris en charge quelque 500 entreprises sur les 2 000 qui sont inscrites chez elle. Il y a, par ailleurs, 5 000 autres qui répondent aux critères, et qui sont, de ce fait, éligibles, fera savoir le DG de l'ANDPME.

A l'horizon 2014, les projections de l'ANDPME sont de l'ordre de 20 000 autres entreprises à mettre à niveau par le même système d'aide et la création de 200 000 entreprises multisectorielles, selon le DG de l'ANDPME, dont l'optimisme n'a d'égal que celui affiché par les 108 bénéficiaires de l'est du pays qui venaient de prendre possession à Annaba de leurs décisions d'aide.

A. Bouacha